



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

30/11/2024

Rapport au Comité National du 23 novembre 2024

Situation économique et sociale France

→ Budget 2025 à Assemblée nationale

Après plusieurs semaines de débats à l'Assemblée nationale pendant lesquelles les uns et les autres -le RN, le groupe macroniste, LR, le NFP- y sont tous allés de leurs amendements^[1] pour finalement rejeter, par 362 voix contre 192^[2], le volet « recettes » du budget amendé. C'est la version du gouvernement Barnier qui a été transmise au Sénat, le journal *Le Monde* titrait « *c'est un cas de figure sans précédent sous la V^{ème} République* ».

L'alliance des députés du groupe macroniste, des LR et du RN a permis de faire passer le budget d'austérité du gouvernement Barnier. Le RN a non seulement apporté un soutien de poids au gouvernement en validant sa politique austéritaire mais a aussi donné des gages aux grandes entreprises capitalistes.

M. Le Pen a suivi les conseils de A. de Rancourt (transfuge LFI-RN), directeur de cabinet du RN et de F. Durvy^[3], conseiller économique du RN, elle a fixé des « lignes rouges » à ne pas franchir sous peine de motion de censure, l'une de ces « lignes rouges » est le maintien des cadeaux aux grandes entreprises capitalistes, Le RN a rejeté :

- * la hausse de la CSG sur les revenus du capital,
- * la surtaxe exceptionnelle des grandes entreprises,
- * la taxation des patrimoines de plus de 1 million d'euro,
- * voté contre la diminution des exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les grandes entreprises capitalistes.

M. Le Pen a déclaré le 20 novembre au journal de TF1, « *taper sur les entreprises, c'est inadmissible* ». Le RN est bien le 3^{ème} fer au feu du capital.

Tous les amendements du NFP, que les députés présentaient comme de grandes victoires, jusqu'à se vanter d'avoir fait du budget 2025 du gouvernement Barnier un budget « *NFP compatible* », les mesures adoptées allaient devenir réalité ! Ces « *victoires* » étaient symboliques, elles ont été balayées en un vote. Les conquêtes du Front Populaire de 1936 n'ont pas été acquises à l'Assemblée nationale, elles ont été arrachées par la lutte des travailleurs, par une grève nationale longue et massive et non par des joutes oratoires à L'Assemblée nationale.

Dans une Assemblée dominée par la droite, le centre droit, l'extrême droite et les réformistes *de gauche* créer l'illusion que tout se règlera au Parlement, c'est refuser de créer par les luttes un rapport de forces contraignant le patronat, les capitalistes et le gouvernement, à satisfaire les revendications des travailleurs. ***C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera***, C'est la lutte de classe, et seulement la lutte de classe qui fera reculer le capital

Volet « recettes » au Sénat

La mascarade parlementaire est terminée, le 25 novembre le Sénat débutera l'examen du budget 2025.

Au Sénat, LR, Centre droit, le groupe macroniste ont la majorité absolue. Une certitude, le budget austéritaire du gouvernement Barnier sera fortement durci pour répondre aux exigences de la politique des grandes entreprises capitalistes, tout comme l'a été le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale examiné depuis la semaine dernière.

L'édito de l'Hebdo^[4] en donnait la philosophie : « *Les macronistes, les Républicains et le RN se positionnent à l'avant-garde des politiques pro-patronales en poussant pour une nouvelle offensive comme les arrêts maladie. Patrick Martin donne sa feuille de route le gouvernement exécute* ».

Les sénateurs se sont engagés à participer à « l'effort collectif » de redressement des comptes publics faisant des propositions calquées sur la feuille de route du Medef : le président du groupe centriste au Sénat, Hervé Marseille propose de faire passer la TVA de 20 à 22 % (gain estimé 13 milliards d'euros), « *la TVA est l'impôt qui a*

l'aspect le moins récessif pour l'économie » justifie-t-il. C'est surtout l'impôt le plus inégalitaire, les personnes qui ont un salaire autour de 1.500 euros consacrent une part 2 fois plus importante de leur revenu au règlement de la TVA que les 10% des plus riches. Une hausse de la TVA de 2 points aurait des effets qui impacteraient leur niveau de vie.

Au nom de son groupe, Hervé Marseille s'est prononcé contre la « suppression des allègements des cotisations sociales des entreprises », bel euphémisme pour dire que sur les 80 milliards d'exonération de cotisations sociales, le projet de budget 2025 prévoit de les diminuer de 4 milliards, de façon provisoire pas plus de 2 ans.

Le ministre l'Économie et des Finances, Antoine Armand, dans un entretien au journal *le Parisien* a déclaré qu'« *on est déjà un pays qui taxe trop, qui dépense trop, et qui ne travaille pas assez ... face au déficit public, la réponse doit être de taxer moins et travailler plus, et certainement pas l'inverse... ce n'est pas en matraquant les entreprises et en augmentant le coût du travail qu'on crée de l'emploi et de la croissance* ». Le lendemain, le président du Medef P. Martin insistait « *il ne faut pas alourdir le coût du travail, il ne faut pas alourdir la fiscalité, si les entreprises supportent 8 à 12 milliards d'euros de coût du travail de plus... pour imaginer les choses c'est l'équivalent de 350.000 emplois* ». P. Martin, 352^{ème} fortune de France, PDG de l'entreprise familiale *Martin Belayssoud*, les 2.770 salariés de l'entreprise ont créé 1.200.000 euros de richesses, montant du chiffre d'affaires *Martin Belayssoud*, ce n'est pas assez, il veut faire baisser le « coût du travail » pour augmenter les profits du patronat.

Concernant le *temps de travail*, le groupe centriste propose d'allonger la durée légale du travail en la faisant passer à 1.625 heures par an à salaire constant^[5] contre 1.607 actuellement, pour des recettes de six milliards d'euros. Cette proposition va encore plus loin que l'idée de créer une deuxième « *journée de solidarité* », elle aussi soumise au débat à la Haute assemblée.

En France la situation économique et sociale.

En arrivant à Matignon, Barnier « *découvre, un dérapage abyssal des comptes publics, plus de 3.200 milliards d'euros de dettes* », la solution à appliquer « *un remède de cheval : trouver 60 milliards d'économies* ».

En 2017 le programme du candidat Macron établi avec le Medef prévoyait déjà 60 milliards d'économies sur les dépenses publiques, pour satisfaire aux exigences européennes : « *le déficit public ne doit pas dépasser 3% du PIB et la dette publique doit être inférieure à 60% du PIB*^[6] ». Ces chiffres n'ont aucune justification économique. C'est un moyen d'imposer une politique d'austérité.

En sept ans de gouvernement Macron le déficit public est passé de 2,6% du PIB (59,3 milliards d'euros), en 2017 il pourrait atteindre 6,1% (180 milliards d'euro) fin 2024, la dette publique est passée de 2.262 milliards en 2017 à 3.228 milliards d'euros à la fin du 2^{ème} trimestre 2024 soit 112% du PIB.

Le budget 2025 poursuit la politique de Macron qu'il faut mener à terme. La crise du système capitaliste l'exige, il faut placer la France dans la concurrence inter capitaliste : économie sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-chômage, suppression de postes de fonctionnaires, priorité à l'accord d'entreprise, fusion des institutions, casse du système de retraite, du système de santé, poursuite des privatisations, réforme de l'Éducation.

Les multinationales capitalistes dictent plus que jamais leurs exigences. Le besoin impérieux d'augmenter le taux de profit pousse les capitalistes et le gouvernement à accélérer et à renforcer la surexploitation des travailleurs, à baisser le prix de la force de travail. Cette politique aggrave la situation sociale et économique d'une partie de plus en plus importante de travailleurs.

***Aggravation des inégalités**

Augmentation du taux de chômage le dernier rapport du Bureau International du Travail (BIT) tout comme le dernier rapport de l'Insee. A la fin de l'année le taux de chômage pourrait atteindre entre **7,4% et 8,2% de la population active**. Pour la seule France métropolitaine, la hausse du chômage au 3^{ème} trimestre atteint 1,9%. Un quart des demandeurs d'emploi le sont depuis plus d'un an. En octobre 2024 le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégorie A a augmenté de 1,8% pour atteindre 3,1 millions sur l'ensemble du territoire français. En incluant les catégories B et C (activité réduite), le total des demandeurs d'emploi a augmenté de 0,5 point et s'élève à **5,46 millions**. 19,7% des jeunes de **15-24 ans** sont au chômage, plus 2,4 points par rapport à l'année précédente, 1,6% de chômeurs en plus chez les **25 à 49 ans** et pour les plus de 50 ans. France Travail et la Dares ont évalué à 307.400 le nombre d'offres d'emplois en octobre !

*** Aggravation de la pauvreté**, tous les indicateurs le confirment. En 2023 le Secours catholique-Caritas a accompagné **1,06 million de personnes** en situation de précarité. D'après le Secours catholique, « *les femmes sont les premières victimes de la pauvreté. "Elles représentent 57% des personnes rencontrées, une femme sur quatre est une mère isolée, le phénomène de la féminisation de la pauvreté continue de s'aggraver... les actifs accueillis, occupent en majorité des emplois précaires, comme des temps partiels ou des CDD. 95% des ménages sont en dessous du niveau de pauvreté, « 74% sont même en situation d'extrême pauvreté », Le niveau de vie médian des*

personnes accueillies *"s'établit à 555 euros par mois, en recul de 19 euros par rapport à 2022"*, souligne le rapport. Le 20 novembre, les « Resto du Cœur », ont lancé leur 40^{ème} campagne. A leur création en 1985, ils avaient servi 8,5 millions de repas, en 2023-2024 (39^{ème} campagne) c'est 163 millions de repas assurés. Les familles monoparentales, les jeunes sont de plus en plus nombreux, mais aussi 128.000 enfants de moins de 3 ans. En France, **plus de 2.000 enfants vivent dans la rue**, un chiffre en hausse de **120% en quatre ans**.

* **Augmentation des rémunérations des PDG.** D'après une étude du groupe Proxinvest publiée en novembre, le revenu moyen en 2023 d'un patron du CAC 40 est de **7,1 millions d'euros annuels**, contre 5,2 millions d'euros pour l'année 2022, cela représente une augmentation de 6 % en 1 an et **une augmentation de 37% depuis 2019**. L'écart se creuse avec les salariés de ces grands groupes, les patrons du Cac 40 gagnent en moyenne 95 fois plus que ses salariés, c'est un siècle de plus de salaires tous les ans.

L'Insee a évalué l'inflation pour 2023 à 4,9%, les PDG avec une augmentation de 6% gagnent en pouvoir d'achat, les salariés avec une augmentation moyenne de 4% perdent en pouvoir d'achat, les prix augmentant plus que les salaires.

* En tête des dirigeants les mieux payés de France, Bernard Charlès PDG de Dassault Systèmes, (filiale du groupe Dassault), **46,8 millions d'euros** au cours de la seule année 2023.

* Avec **23 millions** d'euros, la deuxième position revient à **Ilham Kadri, PDG du groupe Solvay** qui annonce la suppression de 68 emplois sur les 96 et la cessation d'activité pour 2025. Solvay verse 430 millions de dividendes aux actionnaires, annonce 588 millions d'euros de bénéfice, justifie sa décision par un manque de compétitivité face à la concurrence asiatique.

* Carlos Tavares PDG de Stellantis : **17,8 millions** d'euros. Baisse de 33% des actions de Stellantis, le site de Poissy dernière grande usine automobile d'Ile de France employant 2600 salariés est menacé de fermeture.

Multiplication de faillites d'entreprises, des plans de sauvegarde de l'emploi.

Les entreprises jouent à fond la rentabilité financière contre l'emploi. La multiplication des faillites, des mises en redressement judiciaire, toute une série de « *plans sociaux de sauvegarde de l'emploi* » sont en réalité des plans de licenciement se traduisant par des coupes dans les effectifs font de la question de l'emploi et des salaires les premières préoccupations des travailleurs. Toutes les luttes ont des points communs : l'augmentation des salaires - c'est une constante-, contre les délocalisations vers un pays à faible « *coût* » de la force de travail, défense des services publics, défense des usagers.

La majorité des entreprises qui appliquent les plans de sauvegarde de l'emploi se sont gavées des aides publiques, se comptent en plusieurs dizaines de millions d'euros, ayant des chiffres d'affaires et des versements de dividendes qui se chiffrent en milliards:

* **Michelin** : 276 millions^[7] d'aide ; 28,3 milliards de chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2024, 1,4 milliard de dividendes versés aux actionnaires. Famille Michelin 1,9 milliard d'euros 67^{ème} plus grande fortune de France ; revenu du PDG, F. Menegaux, 1.650.000 euros. Fermeture avant 2026 des sites de Cholet et Vannes qui comptent au total 1 254 salariés.

* **Auchan** : 550 millions^[8] d'aide, **7,6 milliards** de chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2024, 59 millions de dividendes versés aux actionnaires en 2021 et 2022, fortune de la famille Milliez 52 milliards d'euros.

* **Valeo**, 9,70 millions d'euros aide de l'État, 1^{er} actionnaire du groupe, chiffre d'affaires 21,3 milliards, dividendes (1 trimestre 2024) 35 millions.

En France les riches sont de plus en plus riches, la fortune cumulée des 10 personnes les plus riches s'élève à 693 milliards d'euros, celle des 500 plus riches à 1228 milliards d'euros. Michelin, Auchan, Valeo sont des groupes extrêmement riches avec d'énormes capitaux, ils ont les moyens financiers de préserver tous les emplois. La raison fondamentale des multiplications de fermetures d'entreprises qui jettent plusieurs centaines de milliers de travailleurs sur le pavé, c'est la recherche du profit synonyme de surexploitation des travailleurs, baisse du prix de la force du travail, délocalisation de la production et désindustrialisation de la France.

Les luttes se multiplient pour dénoncer les plans de licenciement.

Les luttes se multiplient dans de nombreux secteurs : pilote de ligne, SNCF, Education Nationale, Michelin, Sanofi, Milee, Valéo, MA France, Europhane, ExxonMobil, Saunier Duval, Vencorex, les multinationales Airbus, Michelin, Stellantis, mais aussi Casino, Auchan, Gifi, Centrale de Cordemais.

Dans cette situation de casse sociale, d'instabilité économique, de politique d'austérité, ce n'est pas les négociations entre « *partenaires sociaux* », le « *dialogue social* », les débats parlementaires qui feront reculer le patronat et le gouvernement. La situation exige une stratégie de lutte au niveau national, un mouvement déterminé qui renoue avec un syndicalisme de lutte de classe. Faire converger les luttes à partir des entreprises, les amplifier c'est la seule voie pour imposer les revendications.

En décembre une succession de journées d'actions de la CGT est programmée, Le 3 décembre à l'appel des retraités contre la baisse des pensions ; le 5 mobilisation de la fonction publique, les dockers la Fédération nationale des ports et docks CGT appelle le 9 et le 10 décembre à la grève pour bénéficier au « *droit de départ anticipé en retraite* » ; le 11 grève des cheminots pour sauver le fret ferroviaire ; la CGT appelle à faire du 12 décembre « *un point de convergence des luttes* », chapelet de grèves déconnectées les unes des autres. Alors que les licenciements pleuvent par centaines de milliers la CGT continue avec les autres syndicats à négocier avec les organisations patronales.

C'est un combat d'ensemble qu'il faut mener pour en finir avec la casse sociale. Pour contrer les attaques du capital c'est d'un syndicat de lutte de classes dont les travailleurs ont besoin et non d'un syndicat réformiste qui gère la société dans le sens voulu par les capitalistes, les gouvernements à leur solde. **Pour changer fondamentalement de politique, de société, mettre les moyens considérables de notre pays à la disposition du peuple et de la Nation, il faut mener la lutte pour prendre les moyens économiques, financiers, afin de prendre le pouvoir politique. Tant que le capitalisme a le pouvoir, il repart à l'attaque contre les acquis du peuple.**

Le capitalisme responsable d'une situation mondiale qui s'aggrave.

Aggravation de faim dans le monde.

Dans le monde, 733,4 millions de personnes sont chroniquement sous alimentées, 36% de plus en 10 ans, l'insécurité alimentaire modérée touche 2,3 milliards de personnes dans le monde, soit 28,9 % de la population mondiale. 2,8 milliards d'individus, soit un tiers de la population mondiale n'ont pas les moyens de se payer le minimum nécessaire à une alimentation saine et nutritive.

Dans son rapport (22 novembre) la PAM (Programme Alimentaire Mondial)^[9] évalue que « *343 millions de personnes dans 74 pays sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Il s'agit d'une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière* » A Gaza 1,9 million de personnes sont au bord de la famine, 91 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë, 16 % dans des conditions catastrophiques ; 170 millions en Afrique subsaharienne ; 88 millions en Asie et dans le Pacifique ; 40 millions en Amérique latine et dans les caraïbes.

La PAM estime que « *16,9 milliards de dollars permettrait d'atteindre 123 millions de personnes parmi les plus affamées dans le monde* ». Combien de dollars pour éradiquer la faim dans le monde ?

Des milliards sont engloutis par les guerres. Chaque minute la guerre en Ukraine coûte plus d'un million d'euros^[10]. Selon Yacov Sheinin -un économiste israélien-, le coût total de la guerre contre le mouvement de libération palestinien pourrait s'élever à 120 milliards de dollars, soit 20 % du produit intérieur brut du pays (cf. l'Humanité, 20 septembre 2024).

Pour les médias, « *les séries de crises mondiales provoquées par l'escalade et le chevauchement des conflits, les extrêmes climatiques et les chocs économiques ont porté la faim à des niveaux records* ».

La cause fondamentale c'est le capitalisme. L'unique perspective des capitalistes c'est de réaliser des profits qui proviennent de l'exploitation accrue des peuples du monde entier. Un tel régime qui ne vit et ne se développe qu'en exploitant les peuples ne peut apporter de solution aux problèmes de l'humanité. Le capitalisme est une entrave au développement de l'humanité. Il faut le combattre. Tous les peuples ont le même ennemi : le capitalisme et donc le même intérêt à l'anéantir.

*** Elections aux États Unis**

Quels qu'aient été les résultats des élections aux États Unis, Trump/ Harris rien n'aurait changé. La question essentielle a été posée par la classe ouvrière des États Unis : aucun candidat ne représente la classe ouvrière : abstention, il y a eu 8 millions d'abstentions à ces élections.

Trump a été largement élu : plus de 4 millions de voix par rapport à 2020 et il a conforté son succès en ayant la majorité au Sénat et au congrès. La victoire est nette. Les questions économiques ont été essentielles, la situation économique s'est dégradée au cours des 4 dernières années et Trump a été le plus crédible lors des débats Trump /Harris. L'un comme l'autre aurait continué la même politique « *America first* ». Comme l'analysait l'article de l'hebdo « *Il est trop tôt pour faire des hypothèses, il est possible de dire que Trump sera un fidèle serviteur des intérêts des grands monopoles états-uniens en poursuivant la politique protectionniste agressive engagée par Biden. Sera-t-il plus ou moins déterminé à aller vers un accord et une détente avec la Russie et la Chine, c'est peu probable* ».

*** La guerre d'Israël état sioniste colonisateur contre la lutte de libération du peuple Palestinien.** La guerre menée par Israël à Gaza présente des éléments caractéristiques d'un génocide, au vu du très grand nombre de victimes civiles et des conditions d'existence mortifères imposées intentionnellement aux Palestiniens, a déclaré

le Comité spécial des Nations Unies chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes. La Cour pénale internationale a émis officiellement des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la défense Yoav Gallant pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans la bande de Gaza occupée.

La France a demandé « *un complément d'informations de la CPI.* » en ce qui concerne *la décision de respecter le mandat d'arrêt de la CPI, ce sera une décision du Premier ministre.* »

Le soutien inconditionnel de la France à Israël encourage le génocide. Macron, ses ministres, en France les organisations pro israéliennes sont complices des crimes commis à Gaza et en Cisjordanie. Nous appelons à développer la lutte en France pour la libération de la Palestine.

* **Georges Ibrahim Abdallah.** Le tribunal d'application des peines a ordonné le vendredi 15 novembre la libération de Georges Ibrahim Abdallah, a compté du 6 décembre, le parquet national antiterroriste a fait appel, l'audience qui tranchera en appel se tiendra le 19 décembre. Il est indispensable de continuer et d'élargir la campagne de soutien pour obtenir sa libération. Nous ne baisserons pas la garde. Le 6 décembre, nous serons à la bourse du travail avec la *campagne unitaire* pour exiger la libération immédiate de G.I. Abdallah.

L'activité du parti.

→ Nous avons pris la décision d'avoir un lien régulier avec nos sympathisants, nos candidats aux élections européennes, et ceux qui diffusent nos tracts et notre journal.

Des réunions ouvertes auront lieu en début d'année : dans le Calvados, à Paris et région parisienne, en Pays de Loire (20 janvier).

Les cellules du parti se réunissent (en présence ou en vidéo) régulièrement une fois par mois, avec la participation assidue de sympathisants.

Des réunions de cellule, par vidéo, ont lieu de façon régulière avec les adhérents isolés.

→ Relations avec les partis communistes au niveau international :

* Conférence du parti communiste du Venezuela, en vidéo, le 23 novembre

* Conférence à Bruxelles le 2 décembre : *L'UE des guerres impérialistes, de l'exploitation capitaliste, de l'anticommunisme et l'œuvre actuelle de Lénine des États-Unis d'Europe* » à l'initiative du PC de Grèce.

→ Presse,

* l'Hebdo à la base de discussions avec nos sympathisants. Le résumé Economique et social est une source d'informations et d'analyses particulièrement apprécié.

→ Textes fondamentaux : la brochure : « *Le système d'exploitation capitaliste* » sert de bases à la discussion et la formation. Elle doit parvenir à tous les adhérents ainsi que l'article « *Avancer dans le rassemblement des communistes pour des changements révolutionnaires* »

* Notre expression concernant la guerre génocidaire de l'Etat sioniste nous fait reconnaître chaque semaine comme le seul parti soutenant la lutte de libération du peuple Palestinien

→ **Adhésions Finances** Poser systématiquement la question de l'adhésion est indispensable afin de développer la lutte et les idées révolutionnaires.

La question financière, tout comme le renforcement sont indispensables. Celle des moyens financiers est cruciale. Il faut la poser avec force nous ne pouvons pas limiter notre activité politique par manque de moyen. Je vous ai fait parvenir le :

Résumé des finances faisant état des dépenses incompressibles, nous devons en discuter aujourd'hui et saluer le travail de notre trésorière pour épurer les dépenses incontrôlées des comptes avant notre 9^{ème} congrès.

[1]. Plus de 3000 amendements ont été déposés.

[2]. 573 votants, 554 exprimés, majorité absolue 278.

[3]. François Durvy, bras droit de Pierre Edouard Stérin milliardaire réactionnaire, 104^{ème} fortune de France, exilé fiscal en Belgique et soutien financier du RN.

[4]. Hebdo n° 898 « *Contre le pouvoir et le patronat, construire une riposte populaire à la hauteur des attaques* »

[5]. Cf hebdo n° 900 Le Sénat, Karl Marx, Lénine et le travail gratuit : Vous nous en remettrez bien quelques heures !

[6]. Article 126 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Ces chiffres ont été proposés par la France et mentionnés pour la première fois en 1992 et acceptés par tous les États membres

[7]. 55 millions Crédit Impôt Recherche (CIR) : en 2020 12 millions pour le chômage partiel, 200 millions plan de soutien automobile.

[8]. 80 millions par ans pendant 5 ans

[9]. Agence de l'ONU qui évalue les besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire.

[10]. Chiffre donné par 7 sur 7, site web belge d'actualités.